

---

# De l'acte de concession aux lettres patentes : Guide des premiers documents relatifs à la colonisation des terres (v. 1790 - v. 1850)

---

**215** Guide de  
rechercheDernière mise à jour :  
Mars 2011

Ce guide vous aidera à trouver et à utiliser les documents se rapportant à la concession de terres et l'obtention des lettres patentes au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il fournit un bref aperçu des documents qui intéresseront plus particulièrement ceux qui font des recherches d'histoire familiale et donne des liens menant à ces dossiers. Le présent guide ne couvre pas tous les documents qui sont à la disposition du public.

Les Archives publiques de l'Ontario détiennent la plupart des dossiers relatifs aux terres de la Couronne du Haut-Canada, du Canada-Ouest (nouveau nom de la colonie après l'Acte d'union, 1840) et de l'Ontario (nom qui est entré en vigueur en 1867). Quelques documents sont également détenus par Bibliothèque et Archives Canada (BAC), essentiellement les dossiers du Conseil exécutif du Haut-Canada relativement aux terres de la Couronne. On trouve des copies de la plupart de ces documents sur microfilm aux Archives publiques de l'Ontario.

Il y a une très grande quantité de documents, qui couvrent des sujets très variés. Outre les recherches de l'histoire familiale, vous pouvez utiliser les documents relatifs aux terres de la Couronne dans l'étude de nombreux autres sujets, comme l'utilisation des terres, l'histoire locale, la détermination des types de colonisation, etc.

La plupart des documents dans ce guide sont décrits dans [la base de données des descriptions des documents d'archives](#). La base de données renferme plus de détails sur les documents mentionnés ici, y compris ce qu'ils contiennent et comment les consulter; la base de données de contient pas le nom des personnes apparaissant dans ces documents. Le [Guide de recherche 205 : Comment se servir de l'Index des documents relatifs aux terres de l'Ontario](#) (Ontario Land Records Index - OLR) vous sera aussi utile si vous n'avez pas encore utilisé cet index. Vous trouverez le guide 205 dans la salle de lecture des Archives ou sur notre site Web, à [www.ontario.ca/archives](http://www.ontario.ca/archives).

## Table des matières

POUR COMMENCER .....	2
Comprendre le processus d'octroi de terres de la Couronne.....	2
Utiliser l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario pour trouver l'acte de concession se rapportant à un colon .....	3
LES DOCUMENTS .....	4

1. Procédures de requête : demandes de terres.....	4
2. Registres des premiers et deuxièmes comités de gestion des terres de district.....	6
3. Le règlement de contestations foncières : dossiers de la Commission des héritiers et des légataires.....	7
4. Promoteurs de la colonisation : la Canada Company, Thomas Talbot et Peter Robinson.....	11
5. Documents des cantons.....	13
6. Descriptions de terres, notes et journaux d'arpenteurs et correspondance relative aux terres de la Couronne.....	13
7. Cartes et plans.....	15
8. Acquisition d'une terre : les lettres patentes.....	16
9. Dossiers relatifs à l'enregistrement immobilier.....	16
10. Autres références : ressources sur les débuts de la colonisation.....	16
POUR NOUS JOINDRE.....	17

## POUR COMMENCER

### Comprendre le processus d'octroi de terres de la Couronne

Les premiers dossiers relatifs aux terres de la Couronne du Haut-Canada sont apparus au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque de la Révolution américaine, avec l'afflux d'immigrants des colonies américaines qui souhaitaient s'établir en territoire britannique. La terre qui, en vertu de l'Acte constitutionnel de 1791, allait devenir le Haut-Canada, devait être distribuée sous le contrôle de la Couronne ou de représentants de la Couronne, conformément à leurs règlements. En 1795, un système complexe de droits immobiliers et de titres de propriété avait été établi dans la province sous la direction de l'arpenteur général. Pendant toute la période précédant la Confédération (avant 1867), le ministère des Terres de la Couronne (Crown Lands Department) avait pour principale fonction de gérer la politique d'aménagement du territoire et la distribution de terres.

Le système d'octroi par concession de terres par la Couronne a évolué avec le temps. Voici, grosso modo, comme on procédait pour l'acquisition de terres :

- Si une personne voulait se faire concéder des terres de la Couronne, elle pouvait présenter une **demande** à la Couronne.
- Si elle agréait à sa demande, la Couronne émettait un **acte de concession** par lequel elle concédait une terre à l'auteur de la demande, qui devenait alors un **colon**. La concession de terres était un processus complexe. Plusieurs bureaux y participaient, et chacun (conseil exécutif, receveur général, procureur général, arpenteur général, secrétaire provincial, etc.) avait son propre système de numérotation pour les documents qu'il générait ou qu'il recevait relativement à ces transactions.
- Si le colon élisait domicile sur la terre concédée et effectuait certaines tâches de colonisation, il pouvait en devenir propriétaire. Dans ce cas, il recevait des **lettres patentes** indiquant que le titre de propriété de la terre avait été transféré de la Couronne à un particulier.
- Les transactions ultérieures concernant cette propriété (par ex., vente à un autre particulier, souscription d'une hypothèque, etc.) étaient inscrites dans les dossiers des **bureaux d'enregistrement immobilier** (BEI) des comtés.

Quand vous effectuez une recherche de documents relatifs aux terres de la Couronne, nous vous recommandons de consulter les descriptions dans [la base de données des descriptions des documents d'archives](#) (*Archives Descriptive Database – ADD*), qui expliquent la relation des documents relatifs aux terres à d'autres documents de nos collections et indiquent la nature de l'information enregistrée. Il faut noter qu'il existe des codes de référence révisés pour plusieurs

séries des dossiers relatifs aux terres de la Couronne, mais les bobines de microfilm et l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (voir ci-dessous) continuent d'utiliser les anciens codes. Vous pouvez trouver les anciens codes dans la base de données ADD à l'aide de mots clés. Il existe également une liste de conversion qui fait la correspondance entre les nouveaux et anciens codes. Cette liste peut être consultée dans la salle de lecture des Archives.

## Utiliser l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario pour trouver l'acte de concession se rapportant à un colon

Un nombre important des documents relatifs aux terres de la Couronne sont classés par numéro de lot et de concession. Pour votre recherche, il est préférable, bien que non essentiel, de connaître le canton, la concession et le lot auxquels était associée une personne physique ou morale.

Si vous ne connaissez pas l'emplacement de la concession d'un colon particulier, consultez d'abord l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario, v. 1780 – v. 1920 (*Ontario Land Records Index* - OLRI). Dans cet index, vous trouverez une variété d'autres documents qui pourront vous aider à obtenir plus de renseignements sur le colon et la terre qui lui a été concédée.

L'index OLRI est disponible sur microfiche en mode libre-service dans la salle de lecture et par [l'interprêt de microfilms](#). Il a été également distribué à des bibliothèques, à des services d'archives et à des centres d'histoire familiale partout au Canada et dans certaines régions des États-Unis. Dans la salle de lecture, vous trouverez un document d'instructions pour l'utilisation de l'index OLRI (en anglais seulement).

L'index constitue en fait une liste des colons qui ont reçu des terres de la Couronne en Ontario, par concession, location ou achat. L'information est :

- Compilée à partir des dossiers relatifs aux terres de la Couronne et de certains dossiers du fonds Canada Company et du fonds Peter Robinson, et
- Répertoriée en fonction du nom de famille et du canton de chaque colon ayant obtenu la permission d'occuper une terre de la Couronne.

L'index comprend également la liste des colons parrainés par Peter Robinson (voir plus loin dans ce guide) et des personnes qui ont obtenu des terres de la Canada Company (voir plus loin). Il est utile pour déterminer si un colon a reçu une concession de terre de la Couronne et pour savoir où cette terre était située. Il indique le nom et l'adresse de résidence du colon (si elle est connue), le canton, la concession et le lot de la propriété de la Couronne, la date et le type de concession, ainsi que le code de référence archivistique de la source des données.

Les documents répertoriés dans l'index sont disponibles sur microfilm dans la salle de lecture et par le biais de [l'interprêt de microfilms](#), à l'exception des concessions de terres aux vétérans des invasions des Fenians ([RG 1-99-8](#), ancien code RG 1 C-VII-8).

Après avoir identifié un colon ou un lieu dans l'index OLRI, vous pouvez :

- Consulter le document original (sur microfilm) qui est répertorié dans l'index afin de savoir s'il y a d'autres informations ou de confirmer les renseignements trouvés dans l'index. La plupart du temps, toutefois, le document original ne contient que l'information figurant déjà dans l'index.
- Lire la description du document répertorié dans dans [la base de données des descriptions des documents d'archives](#) pour déterminer s'il existe des documents associés contenant plus d'information sur la concession de terre. Cette recherche s'applique surtout aux références à une série de documents qui sont des **registres** de

fiats ou de mandats (documents créés au moment où la terre était concédée). Il se peut qu'il y ait une sous-série correspondante de registres de fiats ou de mandats contenant plus de renseignements sur un colon.

- Consulter la demande de terre que le pionnier avait probablement soumise à la Couronne, s'il a reçu la terre sous forme de concession.
- Chercher les lettres patentes pour déterminer si le colon est devenu propriétaire de la terre.
- Chercher des renseignements sur le lot spécifique à l'aide des dossiers suivants : [Documents des cantons \(RG 1-58\)](#), [Notes et journaux des relevés de plans \(RG 1-59\)](#) et [Descriptions \(RG 1-53\)](#).
- Consulter les dossiers de la Commission des héritiers et des légataires dans l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI), si une concession à titre gratuit est désignée par le sigle COMM (qui signifie qu'elle est concédée par la Commission des héritiers et des légataires).

Consultez également le Guide de recherche 205 : Comment se servir de l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario pour en savoir plus sur le mode d'emploi de l'index.

## LES DOCUMENTS

### 1. Procédures de requête : demandes de terres

Les colons qui souhaitaient qu'un lot de terre leur soit concédé devaient soumettre une demande à la Couronne en justifiant leur requête. Ces demandes sont essentiellement classées dans deux séries de dossiers : [Demandes de terres du Haut-Canada \(Bibliothèque et Archives Canada RG 1, séries L 3\)](#) et [Demandes de terres \(RG 1-54\)](#).

#### **Demandes de terres du Haut-Canada, v. 1790 - v. 1867**

Les demandes de terres du Haut-Canada étaient adressées au conseil exécutif du Haut-Canada; les originaux se trouvent à Bibliothèque et Archives Canada. Ces dossiers et un index qui les accompagne sont disponibles sur microfilm que l'on peut consulter en libre-service dans la salle de lecture des Archives publiques de l'Ontario ou par le biais du Service interprète de [Bibliothèque et Archives Canada](#). Un index en ligne est également disponible sur le site Web de [Bibliothèque et Archives Canada](#) (ou rendez-vous directement à la base de données, à <http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/terre-haut-canada/index-f.html>); l'index contient la date ainsi que le liasse et le numé de demande, et la bobine de microfiche sur laquelle se trouve la pétition.

Les demandes soumises au Haut-Canada sont, dans la plupart des cas, des requêtes individuelles contenant des renseignements sur le demandeur et sa famille. Les loyalistes et les soldats libérés mentionnaient souvent le régiment dans lequel ils avaient servi, tandis que les fils et filles de loyalistes indiquaient le nom de leur père. Quant aux civils, ils donnaient parfois leur pays ou région d'origine. Certaines demandes contiennent également les renseignements suivants :

- âge;
- date d'arrivée au Canada;
- références sur le caractère;
- date et lieu de naissance;
- état civil et nom des autres membres de la famille;
- serments d'allégeance;
- lieu de résidence antérieur

Si vous ne trouvez pas un nom sur l'index en ligne, nous vous suggérons de consulter l'index sur microfilm, qui contient des références aux registres des décisions relatives aux terres (dans lesquels on inscrivait l'acceptation ou le rejet de la demande) lorsque la demande n'a pas survécu. :

- Les références aux registres des décisions relatives aux terres (Bibliothèque et Archives Canada RG 1 L1), comprennent le nom, la date, le cadastre et le numéro de page;
- Les références aux demandes de terres (Bibliothèque et Archives Canada RG 1 L3), comprennent le nom, le lieu, la date, la liasse et le numéro de demande (par ex., B12/43 signifie liasse B12, numéro de demande 43). Après avoir consulté l'index, reportez-vous à la liste de numéros de bobines de microfilm pour obtenir le dossier :

[Liste des numéros de bobines de microfilm pour l'index](#)

[Liste des numéros de bobines de microfilm pour les registres des décisions relatives aux terres](#)

[Liste des numéros de bobines de microfilm pour les demandes de terres](#)

Une aide à la recherche pour ces listes et un document d'instructions sont disponibles dans la salle de lecture (en anglais seulement)

### **Demandes de terres, 1827-1856**

Entre 1827 et 1856, le bureau du lieutenant-gouverneur a transmis certaines demandes au commissaire des terres de la Couronne. Ces demandes se trouvent aux Archives publiques de l'Ontario, dans la série [RG 1-54](#) (Demandes de terres). Classés par ordre alphabétique, les documents sont disponibles sur microfilm en libre-service dans la salle de lecture et par le biais de l'interprète de microfilms. Un document d'instructions est disponible dans la salle de lecture (en anglais seulement)

### **Décrets, 1827-1904**

Si vous ne parvenez pas à trouver une demande qu'un particulier aurait, à votre avis, déposée, consultez les décrets ([RG 1-50](#)). Ceux-ci étaient émis par le lieutenant gouverneur sur la recommandation de l'arpenteur général ou du commissaire des terres de la Couronne, autorisant la vente, la location ou la concession à titre gratuit de ces terres.

### **Autres documents**

Le tableau ci-dessous indique d'autres séries et sous-séries de documents contenant des copies de demandes :

**Tableau 1**

<b>Code de référence</b>	<b>Titre de la série ou de la sous-série</b>	<b>Dates</b>
<a href="#">RG 1-1</a>	Correspondance et mémoires reçus par le bureau de l'arpenteur général	1764-1800
<a href="#">RG 1-4</a>	Registre des extraits, demandes et lettres envoyés au bureau de l'arpenteur général par la résidence du gouverneur général	1833-1836
<a href="#">RG 1-9</a>	Dossiers classés par sujets de l'administration des terres de la Couronne	1790-1924
<a href="#">RG 1-13-1</a>	Rapports sur les demandes de terre préparées pour le conseil exécutif par le commissaire des terres de la Couronne	1832-1835
<a href="#">RG 1-324</a>	Listes de requêtes ou de demandes de terres	1824

	entendues par les membres du conseil exécutif	
--	---	--

## 2. Registres des premiers et deuxièmes comités de gestion des terres de district

Les registres des comités de gestion des terres du Haut-Canada contiennent de l'information utile sur les colons des premiers temps. Un grand nombre de ces documents traitant de colons particuliers figurent dans l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI), mais dans le cas des deuxièmes comités de gestion des terres de district, certains renseignements de colonisation ne figurent pas dans l'index OLRI.

### Registres des premiers comités de gestion des terres de district

Deux groupes de comités de gestion des terres de district ont existé au temps du Haut-Canada. Pendant la première période, de 1789 à 1794, il y avait quatre comités de gestion, pour Hesse, Nassau, Mecklenburg et Lunenburg. Ils supervisaient l'administration foncière dans leurs districts et facilitaient généralement la colonisation dans les districts en accordant des certificats d'attribution ou de concession temporaire (*location certificates*) aux premiers colons. Le 6 novembre 1794, les comités de gestion des terres ont été abolis, et la gestion foncière a été centralisée par le conseil exécutif.

Les dossiers comprennent les actes, rapports, correspondances et instructions ou règlements pour les activités des comités de gestion des terres. La plupart des documents des premiers comités de gestion des terres de district sont consignés à Bibliothèque et Archives Canada. On y trouve un index nominatif qui indique le nom, le *liber* (volume) et le *folio* (page), ainsi que les numéros des bobines de microfilm correspondant aux dossiers.

Le Tableau 2 ci-dessous énumère les documents qui sont disponibles sur microfilm dans la salle de lecture des Archives. Ces documents sont aussi disponibles par l'interprêt de microfilms, sauf en ce qui concerne la série assortie du code de référence D 398, qui est disponible par le Service interprêt de Bibliothèque et Archives Canada.

**Tableau 2**

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">RG 1-177</a>	Actes du comité de gestion des terres du district de Nassau	1788-1792
<a href="#">RG 1-178</a>	Dossiers du comité de gestion des terres du district de Hesse	1789-1794
<a href="#">RG 1-30</a>	Annexes, déclarations et listes de certificats d'occupation émis par les magistrats, arpenteurs et premiers comités de gestion des terres de district	1789-1816
<a href="#">D 359</a>	Matériel de diffusion des actes et registres des comités de gestion des terres du Haut-Canada (contient des documents – actes, rapports, instructions aux conseils et correspondance – des premiers comités de gestion des terres de district pour les districts de Hesse, Nassau, Lunenburg et Mecklenburg, que l'on peut trouver à Bibliothèque et Archives Canada sous RG 1, L 4).	[Microfilmé en 19--], (originaux, 1765-1804)

### Registres des deuxièmes comités de gestion des terres de district

En vertu d'un décret daté du 13 mars 1819, on a rétabli des comités de gestion des terres dans chacun des districts du Haut-Canada (à l'exception du Niagara, où il ne restait plus aucune terre susceptible d'être concédée) afin d'accélérer l'attribution de terres à des colons, car on pensait que l'abolition des premiers comités de gestion des terres de district avait ralenti le processus de concession des terres. Ces comités de gestion des terres :

- Traitait les demandes de colons prospectifs des États-Unis et octroyait des terres à ces colons s'ils pouvaient produire des certificats de naissance britannique;
- Concédait des terres à certains immigrants arrivés après la Guerre de 1812;
- Ne traitait pas les requêtes de dédommagement des loyalistes de l'Empire uni ou des demandeurs militaires, qui devaient se rendre en personne à York (Toronto), la capitale de la colonie.

Les comités devaient enregistrer l'âge du demandeur, son lieu de naissance et la date de son arrivée dans la province. Chaque demandeur devait déclarer qu'il n'avait encore jamais reçu de terre de la Couronne et faire un serment d'allégeance. Après avoir acquitté les frais d'audience au comité, le demandeur recevait un billet d'attribution (ou de concession temporaire) lui assignant un lot de 100 acres (40 hectares).

Les comités de gestion des terres ont été abolis le 31 décembre 1825.

Le Tableau 3 ci-dessous indique les séries contenant les listes des colons à qui des terres avaient attribuées par les deuxièmes comités de gestion des terres de district. La plupart des dossiers n'apparaissent pas dans l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (sauf [RG 1-161-2-1](#)), mais certains volumes dans la série contiennent des index nominaux.

**Tableau 3**

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">RG 1-176</a>	Deuxièmes comités de gestion des terres de district - déclarations des attributions de terre	1819-1826
<a href="#">RG 1-161</a>	Fiats de concession de terres – Deuxièmes comités de gestion des terres de district	1820-1854
<a href="#">RG 1-12-2-2</a>	List of locations to emigrants at the late land board, Bathurst District [ <i>liste des terres attribuées aux immigrants par le comité de gestion des terres, district de Bathurst</i> ]	1823-1824

### **3. Le règlement de contestations foncières : dossiers de la Commission des héritiers et des légataires**

Le gouvernement a créé une première et une deuxième Commission des héritiers et des légataires pour régler les différends quant aux personnes ayant le droit ou non de recevoir les lettres patentes pour une parcelle de terrain. C'était le problème auquel on était confronté pendant la période du Haut-Canada, car un grand nombre de gens, après avoir présenté une demande, reçurent une terre pour occupation temporaire, sans toutefois suivre le processus jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'obtention des lettres patentes leur transférant le droit de propriété de la Couronne. Au début des années 1790, des fonctionnaires remarquèrent que de nombreux certificats d'attribution étaient passés des mains des présumés propriétaires originaux à d'autres personnes. Dans certains cas, les présumés propriétaires originaux étaient décédés intestat (sans laisser de testament) ou avaient légué leur terre à une autre personne; dans d'autres cas, les certificats fonciers avaient été échangés ou cédés à des tiers, vendus ou hypothéqués, parfois plusieurs fois.

Les Archives publiques de l'Ontario détiennent un nombre restreint de dossiers de la première Commission des héritiers et des légataires (1797-1804) et la plupart des dossiers de la deuxième commission (1805-1911).

## Quand utiliser les dossiers de la Commission des héritiers et des légataires

On consulte ces dossiers :

- Quand on sait ou qu'on soupçonne que le titre de propriété d'une terre était contesté; ou
- Quand l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI) attribue à une concession le sigle COMM, qui désigne la Commission des héritiers et des légataires ([RG 1-150-2](#), volumes 90–92).

### Première Commission des héritiers et des légataires (1797-1805)

Le gouvernement a créé la première Commission des héritiers et des légataires en 1797. La commission faisait office de tribunal d'équité, ayant le pouvoir d'examiner et de trancher les requêtes territoriales dans le cas où des lettres patentes n'avaient pas été émises. Les décisions de la commission pouvaient faire l'objet d'un appel au conseil exécutif, qui entendait également les requêtes concernant des lopins de terre de plus grandes dimensions.

Bibliothèque et Archives Canada possède la plupart des dossiers de la première commission (1797-1804) et certains des dossiers de la deuxième commission (1805-1911). Ces dossiers sont disponibles sur microfilm en libre-service dans la salle de lecture des Archives publiques de l'Ontario et par le biais du Service interprète de [Bibliothèque et Archives Canada](#). Consultez l'instrument de recherche D 352, *First Heir and Devisee Commission diffusion material* (Matériel de diffusion de la première Commission des héritiers et des légataires), dans la salle de lecture ou visitez le [site Web](#) du Centre canadien de généalogie pour en savoir plus sur ces dossiers. Les Archives publiques de l'Ontario détiennent aussi des documents de la première Commission.

Les dossiers de la première Commission des héritiers et des légataires ne contiennent pas d'index nominatif ni de dossiers de cas individuels. Les actes et les rapports contiennent parfois de l'information sur les colons.

Le Tableau 4 ci-dessous contient des références à des dossiers qui sont surtout composés de matériel créé par la première Commission des héritiers et des légataires ou associé à celle-ci. Consultez les descriptions des séries pour avoir plus d'information sur ces dossiers :

**Tableau 4**

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">D 352</a> (instrument de recherche disponible dans la salle de lecture)	Matériel de diffusion de la première Commission des héritiers et des légataires	[Microfilmé en 1981], (originaux, 1777-1854)
<a href="#">RG 22-610</a>	Registres des demandes de règlement de la Commission des héritiers et des légataires du greffier de la paix du district de l'Est	1797-1803
<a href="#">RG 1-16-2</a>	Actes de recherche	1797-1806
<a href="#">RG 40-2</a>	Rapports sur les contestations foncières liées à la première Commission des héritiers et des légataires	1797-1803

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">RG 1-15-1</a>	Rapports de la Commission des héritiers et des légataires soumis à l'arpenteur général	1802-1805
<a href="#">RG 1-15-2</a>	Copies des rapports de la Commission des héritiers et des légataires préparés par l'arpenteur général	1797-1803
<a href="#">RG 40-1</a>	Mémoires de requêtes foncières non décrites et d'ordonnances associées émanant de la première Commission des héritiers et des légataires	1803-1804
<a href="#">RG 1-15-3</a>	[Registre de] présumés propriétaires originaux contestés selon la première Commission des héritiers et des légataires	v. 1808
<a href="#">RG 40-3</a>	Divers documents recueillis par la première Commission des héritiers et des légataires	1796-1805
<a href="#">RG 1-17</a>	Liste des descriptions émises par le bureau de l'arpenteur général qui sont contradictoires avec les rapports de la Commission des héritiers et des légataires	1797-1804

### Deuxième Commission des héritiers et des légataires (1805-1911)

En 1805, une nouvelle loi a été adoptée pour établir ce que l'on appelle généralement la deuxième Commission des héritiers et des légataires. D'après la loi, le rôle de cette commission était d'offrir un recours aux personnes qui pourraient revendiquer des terres dans cette province à titres d'héritiers ou de légataires des terres (*Lois du Haut-Canada*, 45 Geo. III, c. 2.).

La nouvelle commission entendait les requêtes des héritiers, légataires et cessionnaires des premiers présumés propriétaires. Les soumissions comprenaient tout ce qui concernait le droit du réclamant à l'égard d'une parcelle de terrain, par exemple l'information généalogique sur les liens de famille et les transactions foncières individuelles. Un rapport distinct était préparé pour chaque session de la commission. Dans chacun, les requêtes étaient numérotées à partir du numéro un. Dans certains cas, une deuxième demande était soumise aux commissions par les héritiers du présumé propriétaire original de la Couronne. Alors que la dernière réunion de la commission a eu lieu en 1896, la commission n'a été officiellement abolie qu'en 1911, lors de l'adoption de l'*Ontario Act*.

### Base de données de la deuxième Commission des héritiers et des légataires

Pour déterminer si quelqu'un avait présenté une demande à la deuxième Commission des héritiers et des légataires, utilisez la [base de données consultable en ligne](#) qui sert d'index aux 5184 dossiers se rapportant aux demandes déposées à la commission. Les résultats détaillés de la recherche permettront d'avoir :

- De l'information sur dossier particulier, à savoir le ou les noms du demandeur, le canton ou la ville, l'année de la demande et le numéro du dossier;
- De l'information sur la bobine de microfilm contenant le dossier. Ces bobines sont disponibles dans la salle de lecture et par le biais de [l'interprète de microfilms](#); ils peuvent également être empruntés par le biais d'un centre d'histoire familiale.

L'identification des personnes ayant reçu des terres à la suite d'une demande à la Commission des héritiers et des légataires est compliquée par le fait que le nom de famille du demandeur original et celui de son descendant pouvaient être différents. Pour déterminer le nom d'un demandeur original :

- Consultez l'index des dossiers relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI) pour trouver le nom associé au lot concerné (s'il est connu);

- Consultez l'index des lettres patentes par canton et l'index des résumés des transactions (qui font partie des dossiers des Bureaux d'enregistrement immobilier) pour obtenir le nom du destinataire des lettres patentes.

Une fois que vous avez le nom du demandeur, vous pouvez faire une recherche dans les dossiers de la commission.

### Autres dossiers de la deuxième Commission des héritiers et des légataires

Le Tableau 5 ci-dessous énumère les séries ou sous-séries se rapportant aux dossiers qui sont surtout composés de matériel créé par la deuxième Commission des héritiers et des légataires ou associé à celle-ci. Consultez les descriptions des séries pour avoir plus d'information sur ces dossiers.

**Tableau 5**

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">RG 40-4</a>	Commissions de nominations à la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1840-1879
<a href="#">RG 40-11</a>	Correspondance et divers dossiers de la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1805-1891
<a href="#">RG 1-16-1</a>	Certificats de recherche	1832-1872
<a href="#">RG 40-8</a>	Rapports ou certificats de recherche soumis à la deuxième Commission des héritiers et des légataires par le ministère des Terres de la Couronne	1844-1868
<a href="#">RG 40-6</a>	Actes de la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1810-1895
<a href="#">RG 40-12</a>	Index des requêtes à la deuxième Commission des héritiers et des légataires	[v. 1850-v. 1889]
<a href="#">RG 40-5</a>	Dossiers des requêtes à la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1804-1895
<a href="#">RG 40-9</a>	Rapports préliminaires des travaux de la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1857-1891
<a href="#">RG 1-18</a>	Rapports de la Commission des héritiers et des légataires soumis à l'inspecteur général	1823-1840
<a href="#">RG 1-15-1</a>	Rapports de la Commission des héritiers et des légataires soumis à l'arpenteur général	1802-1886
<a href="#">RG 1-15-2</a>	Copies des rapports de la Commission des héritiers et des légataires préparées par l'arpenteur général	1811-1868
<a href="#">RG 40-10</a>	Certificats d'exécution des tâches de colonisation et de versement des frais sur des terres octroyées par la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1846-1848
<a href="#">RG 40-7</a>	Liste de contestations foncières présentées à la deuxième Commission des héritiers et des légataires	1805-1876
<a href="#">RG 1-150-2</a>	Registres de fiats pour concessions de terres – Commission des héritiers et des légataires	[v. 1800]-1854
<a href="#">RG 1-150-1</a>	Fiats individuels pour concessions de terres – Commission des héritiers et des légataires	1812-1854
<a href="#">RG 22-1899</a>	Avis et contestations foncières de la Commission des héritiers et des légataires du district de l'Ouest	1838-1858
<a href="#">RG 22-610</a>	Registres des demandes de règlement de la Commission des héritiers et des légataires du greffier de la paix du district de l'Est	1806-1812

## 4. Promoteurs de la colonisation : la Canada Company, Thomas Talbot et Peter Robinson

### Fonds Canada Company (F 129)

Les fonds non gouvernementaux constituent un outil important pour les premières recherches territoriales. L'un d'eux est le **fonds Canada Company (F 129)**. Cette société, établie à Londres en 1825, s'est vu attribuer, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, de vastes étendues de terre (environ 2,5 millions d'acres, soit plus d'un million d'hectares) dans le sud-ouest de l'Ontario (dont une bonne partie comprenait le Huron Tract). Elle a ensuite loué ou vendu ces terres en vue de la colonisation. Le principal objectif de cette compagnie était d'obtenir des terres au Canada et de promouvoir la vente de celles-ci à d'éventuels colons. Elle devait également construire des chemins sur ces terres afin de les rendre plus accessibles.

Plusieurs séries de dossiers du fonds Canada Company peuvent servir aux recherches en histoire familiale, notamment les dossiers suivants :

- Les Registres de contrats et de baux de la Canada Company (F 129, série B-3, vol. 19 to 41), qui figurent dans l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI). Ces registres vous aideront à trouver le numéro de l'acte de vente, du bail ou de l'acte scellé pour avoir ensuite accès aux documents correspondants, qui contiennent plus d'information sur la propriété;
- Les requêtes d'actes scellés (F 129, B-3, vol. 42 à 48), les registres de testaments (F 129, A-5-13), les dossiers de procuration et les certificats d'inhumation (ces deux séries figurant dans F 129, A-5-14, A-5-15 and A-5-16). Pour en savoir plus sur la façon d'avoir accès à ces séries et de s'en servir, consultez la base de données de la salle de lecture virtuelle, disponible dans la salle de lecture.

Outre ses activités foncières, la Canada Company faisait office d'agent de paiement pour les colons qui voulaient envoyer de l'argent à des proches et, dans cette même capacité, rendait l'argent disponible aux colons qui voyageaient hors du Canada. Les registres de remise (F 129, C-7, vol. 1-7) mentionnent le nom du colon payeur, l'endroit où il vivait au Canada, le nom du destinataire de l'argent et son lieu de résidence en Grande-Bretagne, le montant envoyé et les dates relatives à la transaction. Pour en savoir plus sur la façon d'avoir accès à cette série, consultez la base de données de la salle de lecture virtuelle. Certains des dossiers de cette série sont également indexés dans *Genealogical Extractions and Index of the Canada Company Remittance books*, 1843-1847 (Weston, Ont. : R. Holt, 1990), disponible à la section des publications sur la généalogie de la salle de lecture.

Le fonds Canada Company contient également un nombre important de levés de plans, manuscrits et imprimés, de cantons et de villes. Ces plans indiquent parfois les noms des propriétaires et fournissent des précisions concernant la forme, les dimensions et l'emplacement des lots. Ils sont particulièrement utiles lorsqu'on les consulte en conjonction avec les documents textuels de la compagnie. Parlez à un archiviste de référence pour savoir comment obtenir ces documents.

### Fonds Thomas Talbot ([F 501](#))

Entre 1802 et 1837, dans le sud-ouest de l'Ontario, environ un demi million d'acres (plus de 200 000 hectares) ont été confiés au contrôle du colonel Thomas Talbot, promoteur infatigable de la colonisation. De vastes portions de ce qu'on appelle « Talbot Tract » étaient encore

intactes en 1837, quand l'agence Talbot a été transférée à la Couronne. À cette date, toutefois, Talbot avait réussi à établir environ 6 000 familles dans les comtés actuels de Norfolk, Elgin, Middlesex, Kent et Essex. Détenus par les Archives publiques de l'Ontario, les 49 plans de villes et de cantons de Talbot ([F 501-1](#)) contiennent des inscriptions concernant l'acceptation, la rétention, le rejet ou le remplacement de colons.

Talbot notait au crayon les noms des colons, mais ces notations étaient souvent effacées ou raturées et remplacées par les noms de nouveaux occupants. Une date, probablement celle du billet d'attribution, apparaît parfois à côté du nom du colon. Les colons recevaient leurs lettres patentes de la Couronne, mais Talbot aurait exercé un contrôle sur eux. Comme dans les autres plans de cantons, les réserves du clergé sont indiquées en gris, celles de la Couronne en rouge.

Le fonds Talbot contient également un registre ou livre des baux ([F 501-2](#)) contenant de l'information sur les baux dans 10 cantons dont Talbot a surveillé la colonisation : Aldborough, Bayham, Charlotteville, Dunwich, London, Malahide, Southwold, Townsend, Woodhouse et Yarmouth. Ce registre ne figure pas dans l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI). Consultez la [description de la série](#) pour en savoir plus sur le registre et savoir comment y accéder et s'en servir.

### **Dossiers concernant les colons parrainés Peter Robinson**

En 1823, dans le cadre d'un programme d'assistance aux pauvres, le gouvernement impérial a lancé un programme pour aider les Irlandais du Sud à immigrer au Canada. C'est l'administration civile du Haut-Canada qui avait la responsabilité de la colonisation par ces immigrants, et Peter Robinson, frère du procureur général John Beverley Robinson, a été nommé à la tête de l'organisation et de la supervision de cette entreprise. Il a aidé à organiser deux vagues d'immigration. Le premier groupe, arrivé en 1823, se vit attribuer des terres surtout dans les cantons de Ramsay, Huntley, Pakenham et Goulbourn dans le district de Bathurst, dans le Haut-Canada. En 1825, un deuxième groupe, bien plus nombreux, reçut des terres dans les cantons de Peterborough, surtout ceux de Douro, Otonabee, Asphodel, Smith, Emily, Ennismore et Ops.

Les immigrants recevaient le passage gratuit vers le Haut-Canada, des provisions pour le voyage et pour une année après leur installation, ainsi que les outils et les instruments requis pour la colonisation. Chaque immigrant de sexe masculin, âgé de 18 à 45 ans, recevait un billet d'attribution (*location ticket*) pour 70 acres (28 hectares) de terre, avec l'option d'acheter 30 acres (12 hectares) de plus à une date ultérieure.

Le fonds Peter Robinson ([F 61](#)) comprend les dossiers microfilmés du [Musée du centenaire de Peterborough](#). La collection du musée contient :

- Des listes d'immigrants arrivés par bateau (1823) et des cartes d'embarquement datant de 1825;
- Des listes alphabétiques d'immigrants par canton, indiquant leur lieu de naissance en Irlande et des listes de localisation indiquant les outils, les têtes de bétail et les vêtements qui avaient été donnés aux immigrants; et
- Les demandes d'immigrants prospectifs, classées par ordre alphabétique et souvent accompagnées de lettres de recommandation.

Les Archives publiques de l'Ontario détiennent des documents originaux composés de correspondance provenant de colons aidés par Peter Robinson qui lui écrivaient pour obtenir un supplément d'aide. Pour en savoir plus sur ces dossiers, consultez, dans la salle de lecture, la base de données de la salle de lecture virtuelle, qui contient une liste détaillée de la correspondance ainsi que des copies des listes de passagers des bateaux. Les listes des colons parrainés par Peter Robinson figurent dans l'index des documents relatifs aux terres de l'Ontario (OLRI).

Il y a d'autres dossiers créés par Peter Robinson dans les dossiers relatifs aux terres de la Couronne; ils sont indiqués dans le Tableau 6 ci-dessous. [Les registres contenus dans RG 1-84-0-2](#) figurent dans l'[index des documents relatifs aux terres de l'Ontario \(OLRI\)](#).

**Tableau 6**

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">RG 1-162</a>	Fiats de concession de terres – colons parrainés par Peter Robinson	1833-1862
<a href="#">RG1-84</a>	Procès-verbaux de colons dans le district de Newcastle	[v. 1836]-1869
<a href="#">RG 1-163</a>	Dossiers concernant les colons parrainés par Peter Robinson	[v. 1823]-1835

## 5. Documents des cantons

La série des dossiers relatifs aux terres de la Couronne, intitulée *Documents des cantons* ([RG 1-58](#)), consiste en une collection de documents divers; cette collection a été constituée par les fonctionnaires du ministère des Terres et des Forêts afin de classer et d'organiser des documents fonciers sans lien entre eux. Ils datent d'environ 1783 à environ 1870. Si un document individuel concernant une terre en particulier ne semblait pas concorder avec d'autres séries de documents, il était placé dans les documents des cantons. Après le transfert de la série aux Archives publiques de l'Ontario, les archivistes ont continué à classer différents documents dans cette série.

Les documents des cantons comprennent des copies de décrets, des billets d'attribution, des certificats d'attribution, des cessions, des certificats d'exécution des tâches de colonisation, de la correspondance et même quelques testaments. La série est organisée par canton, ville ou village, puis, dans chaque canton, par concession et par numéro de lot. Quand on connaît le lot concédé à un colon, on devrait consulter les documents des cantons dans l'éventualité où ils contiendraient de l'information sur le colon. Cette série est disponible par le biais de [l'interprêt de microfilms](#) ou sur microfilm dans la salle de lecture des Archives.

## 6. Descriptions de terres, notes et journaux d'arpenteurs et correspondance relative aux terres de la Couronne

### Descriptions

La Couronne produisait une description de la parcelle de terre après l'avoir octroyé sous forme de concession à une personne physique ou morale. On peut consulter la série intitulée Descriptions des actes de concession, baux, ventes ou cessions et permis d'occupation ([RG 1-53](#)) pour déterminer :

- Les bornes et limites d'une concession particulière (appelées « metes and bounds », cette expression faisant référence à un ancien système, toujours en usage aujourd'hui dans certaines administrations, consistant à mesurer un bien-fonds à partir de repères reconnus de manière à l'insérer dans une description devant être utilisée dans des documents juridiques, tels que des actes scellés);

- Une partie ou la totalité des renseignements suivants : nom du concessionnaire, lieu de résidence et profession, nom du présumé propriétaire original, motif de la concession (par ex., soldat libéré), lien entre le propriétaire apparent et le concessionnaire, emplacement du lot concédé (lot, concession, canton), superficie en acres, détails sur les réserves du clergé, date du décret, date du billet d'attribution, numéro de fiat de l'arpenteur général, numéro de mandat, numéro de description, et détails concernant l'exécution des tâches de colonisation.

Les descriptions sont organisées selon les quelque 30 types différents de concessions de terre et de baux qui existaient à différents moments. Voir les [descriptions de sous-séries](#) pour en savoir plus. Les *Domesday Books* ([RG 1-63](#)) peuvent servir d'index aux descriptions, ainsi que les listes et index des descriptions dans [RG 1-53-1](#).

### Notes et journaux des arpenteurs

Les journaux des levés de plans des terres de la Couronne, les notes de terrain et les rapports ([RG 1-59](#)) constituent une autre série de dossiers relatifs aux terres de la Couronne qui offre des détails sur la terre cédée à un colon ou à une corporation. Chaque arpenteur avait ordre de tenir un journal et un cahier de notes sur le terrain où il consignait par écrit une description de la couverture végétale, de la topographie et du type de sol, avec des remarques sur l'utilité de la terre pour l'agriculture. Les dossiers sont groupés ensemble par emplacement géographique et par thème. Les Archives publiques de l'Ontario ne détiennent pas la totalité des journaux d'arpenteur et des notes de terrain. Le bureau d'arpentage des terres de la Couronne du ministère des Richesses naturelles à Peterborough en détient un grand nombre. Pour y avoir accès, communiquez avec le [ministère des Richesses naturelles à Peterborough](#).

### Correspondance de l'arpenteur général et du commissaire des terres de la Couronne

La correspondance de l'arpenteur général et de son successeur, le commissaire des terres de la Couronne, peut également constituer une bonne source d'information sur une parcelle de terrain en particulier ou sur certains colons ou corporations du Haut-Canada. Cette correspondance concerne tous les aspects de l'administration des terres et comprend des lettres de colons individuels.

Une bonne partie de la correspondance est organisée en ordre chronologique. Toutefois, si on ne connaît pas la date d'une correspondance possible, on peut consulter le fichier manuel des documents relatifs aux terres de la Couronne (*Crown Land Papers Card Index*), disponible sur microfiche dans la salle de lecture. Ce catalogue regroupe surtout des documents de la série de Correspondance et mémoires reçus par l'arpenteur général concernant l'arpentage et l'administration des terres ([RG 1-2](#)) créés entre la fin du 18<sup>e</sup> siècle et 1868. Cependant, toute la correspondance créée pendant cette période n'a pas été entièrement indexée. L'index contient une brève description de la correspondance et une référence au volume dans lequel on la trouve. Pour consulter l'index, on peut utiliser le nom des correspondants, des cantons, des comtés, des districts, etc.

On peut trouver la correspondance sur les terres de la Couronne dans plusieurs séries de documents. Certaines des premières correspondances sont consignées dans les séries consignées dans le tableau suivant :

**Tableau 7**

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Dates
<a href="#">RG 1-1</a>	Correspondance et mémoires reçus par le bureau de l'arpenteur général	1764-1800
<a href="#">RG 1-2</a>	Correspondance et mémoires reçus par le bureau de l'arpenteur général concernant l'arpentage et l'administration des terres	1777-1905

<a href="#">RG 1-3</a>	Correspondance adressée par le bureau de l'arpenteur général	1792-1908
<a href="#">RG 1-4</a>	Registre des extraits, demandes et lettres envoyés au bureau de l'arpenteur général par la résidence du gouverneur général	1833-1836
<a href="#">RG 1-6</a>	Correspondance adressée par le bureau du commissaire des terres de la Couronne	1827-1874
<a href="#">RG 1-7</a>	Registres des lettres reçues par le commissaire des terres de la Couronne	1837-1869

## 7. Cartes et plans

Les Archives publiques de l'Ontario détiennent des cartes et des plans remontant aux premières colonisations des terres du Haut-Canada, et même plus tôt encore. Parlez à un archiviste de référence pour vous renseigner sur les cartes et les plans couverts par le présent guide de recherche et sur d'autres cartes et plans en possession des Archives.

La plupart des cartes et plans documentant la distribution des terres en Ontario au début de la colonisation ont été préparées pour la Couronne. Les cartes produites par le bureau de l'arpenteur général du ministère des Terres de la Couronne se trouvent soit aux Archives publiques de l'Ontario, soit au bureau des dossiers d'arpentage des terres de la Couronne du ministère des Richesses naturelles, situé à Peterborough. Le bureau des dossiers d'arpentage des terres de la Couronne conserve le groupe principal des cartes de ces terres, notamment les levés originaux des villes et des cantons, les levés de routes et pistes d'exploration, les cartes de terres indiennes, et les nouveaux levés de limites contestées.

Les cartes et les plans détenus par le bureau des dossiers d'arpentage des terres de la Couronne sont considérés comme des documents authentiques ou officiels à des fins légales. Ceux des Archives publiques de l'Ontario sont des copies à des fins légales.

### Levés de plans des cantons

Les premiers levés de plans des cantons illustrent les grilles de levés montrant les lots et les concessions. Souvent, les plans servaient de copies de bureau ou de travail et on y trouve d'autres renseignements. Différentes couleurs d'encre servaient à désigner les réserves de la Couronne (rouge), les réserves du clergé (gris), les zones marécageuses (vert-jaune) et les étendues d'eau (bleu). Les noms des occupants étaient souvent surimposés sur les grilles des levés.

Les levés de plans illustrant les lots et les concessions et l'information supplémentaire éventuelle se trouvent dans la collection des plans de cantons ([C 277](#)), et la série de dossiers gouvernementaux intitulée *Plans d'arpentage des cantons du ministère des Richesses naturelles* ([RG 1-470](#).)

### Plans des concessions

Les plans des concessions ([RG 1-100](#)) constituent un autre dossier important documentant la distribution de terres de la Couronne. Ils indiquent le type d'aliénation – ou transfert – des terres de la Couronne, que le lot ait été cédé par lettres patentes, bail ou permis d'occupation. Quand un lot ou une portion de lot était concédé par lettres patentes, le concessionnaire était inscrit sur le plan à l'endroit approprié. À l'occasion, on inscrivait d'autres renseignements comme le numéro du décret, le numéro du permis d'occupation ou la référence à un contrat de location. Comme pour les plans de cantons, des couleurs servaient à distinguer les réserves de la Couronne (rouge) et celles du clergé (gris).

Si, sur un plan de concession, un nom est mentionné sur un lot particulier, cela ne signifie pas forcément que la personne ait reçu les lettres patentes. Pour la recherche, il serait utile d'examiner les plans des concessions en conjonction avec les documents textuels, comme les demandes de terres et l'index des lettres patentes. Il existe environ 5 600 plans de concessions.

### Autres cartes et plans

Outre les cartes créées dans le cadre des activités d'arpentage et d'octroi des terres, les Archives publiques de l'Ontario ont des collections de cartes diverses documentant l'utilisation et l'occupation des terres. Par exemple, dans une collection, on trouve une série d'atlas de comtés publiés vers la fin des années 1870. Ces atlas indiquent le nom des occupants de lots individuels. Ils sont disponibles sur microfilm dans la salle de lecture des Archives ou par le service de prêt interbibliothèques. Aux alentours de l'an 2000, des rééditions reliées ont été publiées, que l'on peut consulter dans la salle de lecture.

L'ouvrage *Mapping Upper Canada, 1780-1867 : An Annotated Bibliography of Manuscript and Print Maps*, de Joan Winnear (Toronto, University of Toronto Press, 1991) dresse une liste des cartes produites entre 1780 et 1867, l'année de la Confédération. Parlez à un archiviste de référence pour savoir comment utiliser ce volume ou les collections de cartes aux Archives.

## 8. Acquisition d'une terre : les lettres patentes

Pour déterminer si un colon a reçu un titre de propriété officiel pour une terre de la Couronne, on peut consulter les dossiers des lettres patentes. La Couronne émettait ces documents dès que les frais administratifs étaient versés et les tâches de colonisation effectuées. Les *Registres des lettres patentes*, 1793-1984 ([RG 53-1](#)), contiennent des copies des lettres patentes. Les index des registres de lettres patentes comprennent un index par canton, 1793-1852 ([RG 53-55](#)) et un index par nom, 1826-1967 ([RG 53-56](#)). Ils sont disponibles sur microfilm que l'on peut consulter en libre-service dans la salle de lecture et par le biais de l'[interprète de microfilms](#). Les index fournissent le nom du concessionnaire, la date des lettres patentes, le numéro de lot et de concession, le canton, le type de transaction, les numéros de volume et de page où le document était consigné dans les premiers registres des lettres patentes et le nombre d'acres obtenu. On n'y trouve le plus souvent aucun renseignement supplémentaire sur le colon. Un document d'instructions est disponible dans la salle de lecture (en anglais seulement).

## 9. Dossiers relatifs à l'enregistrement immobilier

Une fois que les lettres patentes pour une parcelle de terre avaient été émises, toute transaction future concernant cette terre était documentée dans les bureaux d'enregistrement immobilier (BEI). Un système d'enregistrement immobilier a été établi en Ontario en 1795 pour documenter les titres de propriété. En vertu de ce système, les transactions foncières étaient enregistrées par les BEI de comté, de district et de région. Une variété de documents ont été produits pour documenter le transfert de propriété entre personnes physiques ou morales. Pour en savoir plus sur ces documents, veuillez consulter le *Guide de recherche 231 : Recherche de documents relatifs à l'enregistrement immobiliers*.

## 10. Autres références : ressources sur les débuts de la colonisation

### Livres

- Clarke, John. [Land, Power, and Economics on the Frontier of Upper Canada](#). Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2001.
- Coleman, T. [Canada Company](#). [Stratford, Ont.] : Publié par la Corporation du comté de Perth en coopération avec le Perth County Historical Board et Cumming Publishers, 1978.

- Gates, Lillian F. [Land Policies of Upper Canada](#). Toronto : University of Toronto Press, 1968.
- Merriman, B.D. [Genealogy in Ontario](#). Toronto : Société généalogique de l'Ontario, 2002
- Winearls, Joan. [Mapping Upper Canada](#) : 1780-1867. Toronto : University of Toronto Press, 1991.

### Articles publiés

- Elliott, Bruce S., et Fawne Stratford-Devai. « Upper Canada Land Settlement Records : The Second District Land Boards, 1819-1825 ». [Families](#) 34, n° 3 (1995) : 132-37.
- Gundy, H. Pearson. « The Family Compact at Work : The Second Heir and Devisee Commission of Upper Canada, 1805-1841 ». [Ontario History](#) 66, n° 3 (1974) : 129-46.
- Kennedy, Patricia. « Deciphering the Upper Canada Land Books and Land Petitions ». [Readings in Ontario Genealogical Sources](#). Oakville, Ont. : Conference on Ontario Genealogical Sources, 1979 : 41-64.
- Mezaks, John. « Records of the Heir and Devisee Commission ». [Families](#) 16, n° 4 (1977) : 199-206.

### Documents d'archives

Tableau 8

Code de référence	Titre de la série ou de la sous-série	Date
<a href="#">RG 1-12-3</a>	Rapports relatifs au Bureau de l'arpenteur général soumis à la Commission chargée de mener des enquêtes et de faire rapport sur les services publics	1839

## POUR NOUS JOINDRE

### À votre service

Même si nous ne pouvons pas faire la recherche pour vous en ce qui concerne les dossiers relatifs à la colonisation des terres, nos archivistes de référence sont prêts à vous aider. Vous pouvez les appeler ou leur envoyer vos demandes par la poste ou par courriel. Mieux encore, vous pouvez vous rendre aux Archives publiques de l'Ontario.

### Contacts

Téléphone : 416 327-1600 ou 1 800 668-9933 (sans frais en Ontario)

Télécopieur : 416 327-1999

Courriel : [reference@ontario.ca](mailto:reference@ontario.ca)

Adresse : Archives publiques de l'Ontario, 134, boul. Ian Macdonald, Toronto ON M7A 2C5

### Site Web

Pour vous renseigner sur les collections des Archives publiques de l'Ontario et accéder aux guides de recherche et à d'autres matériels utiles mis à la disposition des clients par l'entremise

des Archives publiques, veuillez vous rendre au site Web : <http://www.ontario.ca/archives>

### ***Service à la clientèle et guides de recherche***

Les Archives publiques de l'Ontario ont publié une série de guides de recherche détaillés sur une variété de sujets particuliers. Pour d'autres renseignements à ce sujet, allez au site des Archives et, à la page d'accueil, cliquez sur « Commencez votre recherche », puis sélectionnez « Guides et outils de recherche ».

---

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2009

La version HTML de ce document, qui se trouve sur le site Web des Archives publiques de l'Ontario, contient des hyperliens.

Les renseignements de ce site sont fournis à titre de service au public. Bien que nous nous efforcions de faire en sorte que l'information soit à jour et exacte, des erreurs surviennent parfois. Nous ne pouvons donc pas garantir que l'information est exacte. Les lecteurs devront si possible vérifier l'information avant de s'en servir.